

## **Journée internationale de l'enfant africain : Une occasion de soutenir le GFF**

### **Une lettre ouverte aux gouvernements et aux donateurs au nom des jeunes leaders d'Afrique et d'Haiti**

À l'occasion de la Journée internationale de l'enfant africain de cette année, nous appelons notre gouvernement et nos donateurs à donner la priorité à l'accès durable aux soins de santé pour les enfants, les adolescents et les femmes en investissant dans le Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents (GFF) afin de remplir pleinement son objectif de mobilisation des ressources de 1,2 milliard de dollars US en 2021 et de garantir la totalité de ses besoins en ressources, soit 2,5 milliards de dollars US, d'ici la fin de 2025.

En tant que partenariat multipartite, le GFF permet d'améliorer la santé et la qualité de vie des enfants, des adolescents et des femmes, de mettre fin aux décès évitables et d'accélérer l'égalité des sexes. Depuis la création du GFF, les gouvernements et les partenaires mondiaux de la santé ont contribué à des avancées majeures dans le domaine de la santé, notamment l'amélioration de l'accès à la planification familiale, la vaccination des enfants, les accouchements sans risque avec une personne qualifiée, l'accès à l'eau potable et la nutrition des enfants.

Mais la pandémie de COVID-19 menace ces progrès. Elle a ébranlé nos communautés, provoquant une crise secondaire pour les femmes, les enfants et les adolescents, creusant les inégalités et affectant de manière disproportionnée les groupes les plus pauvres et les plus marginalisés - en particulier les adolescents et les jeunes. En fait, 36 pays partenaires du GFF ont enregistré une baisse de 25 % de la couverture des interventions sanitaires vitales pour les femmes, les enfants et les adolescents en 2020, par rapport aux niveaux d'avant la pandémie.

**En tant qu'activistes de la santé des jeunes enfants, des adolescents et des jeunes, nous avons constaté de première main les effets des perturbations des services du COVID-19 sur l'accès aux informations et aux services de santé sexuelle et reproductive adaptés aux jeunes, ainsi qu'aux services de santé maternelle et infantile.** Avec les fermetures de magasins, les fermetures d'écoles et la perte des moyens de subsistance de nombreuses familles, le nombre de grossesses chez les adolescentes a augmenté ; la violence sexiste et les mariages précoces des filles ont augmenté ; et l'accès des jeunes à l'information pour la prise de décision autour de la sexualité a été encore plus compromis. Sur les 150 millions de personnes qui, selon les projections, seront poussées dans l'extrême pauvreté d'ici à la fin 2021, beaucoup seront des jeunes.

Nous devons atténuer le coup de la pandémie de COVID-19 et ses impacts en aval sur les enfants, les jeunes et les autres populations vulnérables. Nous savons que le GFF, en partenariat avec la société civile et les jeunes, a le potentiel de garantir que les gains durement acquis en matière de santé ne soient pas effacés, tout en soutenant et en renforçant les systèmes de santé dirigés par les pays. Alors que les gouvernements sont confrontés à des décisions de compromis difficiles, il est plus important que jamais de garantir un financement suffisant pour la santé et la nutrition essentielles des femmes, des mères, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents, ainsi que pour les systèmes de soins de santé primaires.

Nous saluons l'engagement récent du gouvernement du Sénégal à cofinancer les programmes du GFF au Sénégal et à catalyser davantage de ressources nationales vers des projets centrés sur le genre, l'éducation et la santé. Nous appelons nos gouvernements, ainsi que les gouvernements donateurs, à protéger les services de santé essentiels pour les enfants, les adolescents et les femmes en engageant des ressources dans le GFF.

**En tant que jeunes, nous demandons à nos gouvernements et donateurs de renforcer l'accès aux services de santé essentiels pour les enfants, les adolescents et les femmes en investissant dans le GFF et mobilisant des ressources nationales.**

La prochaine opportunité sera le Forum Génération Egalité qui réunira la société civile, les états et le secteur privé pour prendre des engagements ambitieux en faveur de l'égalité des genres. Les jeunes et les adolescents doivent être pleinement intégrés à ces engagements. Soutenir le GFF permettra d'accélérer les progrès et de réduire les inégalités de genre, particulièrement pour les jeunes.

En cette Journée internationale de l'enfant africain, rassemblons-nous dans un but commun pour exploiter le pouvoir collectif du partenariat du GFF vers un avenir sain pour les enfants, les adolescents et les femmes.

Signé,

Oury Kamissoko, Conseil Consultatif National des Enfants et Jeunes du Mali

Hawa Ba Réseau des jeunes ambassadeurs pour la santé de la reproduction et du planning familial (SR/PF), Mauritanie

Aminata Badiane THIOYE, Alliance Nationale des Jeunes pour la santé de la reproduction et du planning Familial -ANJSRPF, Sénégal

Fatou Bintou THIAM, ASM (Association Santé Mobile), Sénégal

Massita Sanon, Réseau des jeunes ambassadeurs pour la santé de la reproduction et le planning familial, Burkina Faso

Oumar TAO, Mouvement des jeunes ambassadeurs, ABBEF; Burkina Faso

Rosny CADET, Haïti. Jeune Président d'Haïti. Coordonnateur National du Secrétariat à la Jeunesse d'Haïti.

Representant National des Jeunes au sein de la Plateforme GFF

Mariam Abdou Gado, Réseau des Jeunes Ambassadeurs SRPF au Niger

Kenneth Prudencio, Association de soutien à l'autopromotion sanitaire urbaine

Catherine EPAPE, Fédération Nationale des Organisations de Santé de Côte d'Ivoire (FENOS-CI) ; Côte d'Ivoire

#### **Engagement des OSC et jeunes dans le processus nationaux du GFF**

- En **Côte d'Ivoire**, l'engagement efficace de la société civile et des jeunes a contribué à une augmentation du budget du gouvernement pour la santé.
- Au **Sénégal**, le suivi et l'engagement communautaire menés par les jeunes ont favorisé une appropriation durable par la communauté et des améliorations apportées au système de santé grâce à la collaboration entre le cadre de concertation de la DSME et les associations de la société civile.
- Au **Mali**, l'engagement des jeunes engagés dans le GFF sont actifs dans les régions d'intervention du GFF, pour disséminer l'information, faire le suivi des intervention mais surtout pousser le plaidoyer auprès des décideurs afin que les adolescents et jeunes aient les bonnes informations et accès aux services de santé sexuelle et reproductive.
- En **Mauritanie**, l'engagement des jeunes dans le processus du GFF a permis de vulgariser le GFF dans plusieurs régions, renforcer l'intérêt des jeunes et communautés à prioriser l'accès des jeunes à l'information et aux services et plus récemment contribuer à l'élaboration du plan national de développement sanitaire 2021/2030 et du dossier d'investissement 2021/2023.
- Au **Burkina Faso**, les jeunes contribuent au renforcement des connaissances sur le GFF auprès des organisations de la société civile et favorisant l'engagement des décideurs et le gouvernement dans le processus du GFF pour l'accès aux services conviviaux de qualité en matière de santé sexuelle et reproductive. Ces efforts ont été renforcés dans cette période de la COVID-19 par le financement de deux projets en faveur de l'implication et l'engagement des jeunes dans le GFF et dans l'accès aux services de SRMNEA+N en faveur des adolescents et jeunes.
- Au **Niger**, la coalition des OSC du GFF ont plaidé pour la continuité de services SR/PF dans les centres de santé intégrés des villes les plus touchées par le Covid 19 au Niger (Zinder, Tahoua et Niamey). Ce

qui a permis d'évaluer la fréquentation des centres de santé et l'utilisation des services SR/PF ainsi que l'évaluation des risques de transmission au COVID-19 dans ces centres.

- En **Haïti**, En dehors des sensibilisations sur les réseaux concernant le covid-19, les jeunes ont réalisé des cliniques mobiles pour les jeunes filles de moins de 21 ans dans les zones de Môle-Saint-Nicolas dans le Nord-ouest, et Arniquet dans le Sud. Les jeunes ont aussi, de concert avec le Ministère de la Santé Publique organisé des formations surtout pour les jeunes dans les zones les plus reculées du pays sur les IS
- Au **Cameroon**, La perte de revenus, le verrouillage et la peur de contracter le COVID-19 ont conduit à une utilisation restreinte des services de santé, ce qui pourrait entraîner une augmentation de 11% et 16% des taux de mortalité infantile et maternelle, respectivement, en 12 mois. Un autre défi se situe dans les contextes humanitaires et fragiles du Cameroun où les femmes, les enfants et les adolescents sont confrontés à un accès restreint aux services essentiels de l'ACSF. De plus, il y a peu d'informations sur les services adaptés aux adolescents parmi les adolescents, un problème qui affecte l'accès équitable pour les utilisateurs.